

Congrès du
MOUVEMENT des CITOYENS
2 octobre 2021
MOTION D'ORIENTATION

*Adoptée à l'unanimité des congressistes
présents ou en visio-conférence*

Contributeurs au projet initial :

Carole Cecak, Dominique Ducrocq, Jean François, Jean-Pierre Lettron, Claude Nicolet, Patrick Nivet, Matteo Pottier Bianchi, Hugo Prod'homme, Yvon Lejeune.

Le Mouvement des Citoyens, dans le sillage de celui fondé dès 1991 par Jean-Pierre Chevènement, entend proposer une orientation républicaine en tous domaines, pour relever la France, et remettre l'Etat au service de la nation. Au moment où s'ouvre la période de préparation de l'élection présidentielle, il propose des choix décisifs pour l'avenir du pays, qui fonderont ses choix lors de cette échéance essentielle.

Pour agir contre le néo-libéralisme et la globalisation

La grande globalisation libérale qui avait tout emporté à la fin des années 2000 est à présent en crise. Le libre-échange n'a pas apporté à l'Europe ni à l'Amérique les fruits promis. En France, la liquidation du patrimoine industriel, la déliquescence de l'Etat, l'affaissement des services publics, l'immigration sans règle ont condamné « la mondialisation heureuse ». La crise sanitaire a remis en lumière le rôle indépassable des Etats, des services publics et anéanti les illusions de dépérissement des nations. Cette idéologie mensongère de la globalisation fait naître, à rebours, de fortes réactions populaires.

Un désastre social planétaire

L'excès de libre-échange a détruit d'innombrables emplois dans les pays avancés. Pourtant l'Union européenne continue de vouloir mettre en œuvre des plans de libre-échange conçus

il y a trente ans (TAFTA, CETA, Mercosur). La libre concurrence surplombe tout et a remplacé l'innovation et la politique industrielle.

Une vision républicaine de notre avenir doit en finir avec ce modèle libre-échangiste, qui détruit les industries, les emplois, l'environnement. Les peuples et les nations doivent reprendre le contrôle d'une mécanique devenue folle qui poursuit absurdement les voies choisies il y a un quart de siècle. Nous avons besoin d'un cadre national et européen protégé. La croissance économique doit bénéficier aux populations et au cadre de vie. Les Etats doivent recouvrer les pouvoirs qu'ils avaient abandonnés aux marchés.

Un affaissement de la démocratie

-Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, mais aussi en Europe de l'Est, des réactions virulentes se font jour à l'encontre de la globalisation et de la perte de souveraineté. On a tôt fait de dénoncer le nationalisme comme populisme. Ce sera le cas si les mouvements progressistes n'offrent pas de réponse à ceux qui veulent reprendre la maîtrise de leur destin. C'est à nous, Républicains de relever le défi. Il est vain d'opposer « populistes » et « progressistes ». Si seuls les « populistes » répondent à la demande de reprise en mains, ils l'emporteront. C'est une stratégie dangereuse qui jette des catégories de population de plus en plus larges dans les bras de l'extrême droite.

-Le libre-échange sans borne appelle aussi une immigration de masse vers les pays du Nord : c'est une des manières de peser sur les salaires et de garder dans les pays développés des coûts de production et de services assez bas pour ne pas disparaître face à la concurrence mondialisée. Mais cette immigration de masse soulève des réactions de rejet dans les pays du Nord. Le modèle ancien d'intégration-assimilation est à la peine devant l'afflux de nouveaux venus.

-En France, la gauche et la droite ayant communiqué dans le libre-échange et la libre-concurrence, ayant fait le choix d'accompagner la globalisation économique, ont effacé leurs différences aux yeux des électeurs. Le bloc formé à l'occasion de l'élection d'Emmanuel Macron a réuni ainsi les partisans de l'Europe libérale et de la globalisation, venus de la gauche comme de la droite. En face, les opposants se sont montrés dispersés et impossibles à réunir.

Une instabilité chaotique

Les Etats occidentaux ont perdu la direction des affaires du monde. La chute de Kaboul en est le symbole. L'interventionnisme occidental (Viêt-Nam, Irak, Libye, Syrie...) se termine toujours par une déroute. L'émergence de l'Asie autour des deux Etats milliardaires en hommes, la Chine et l'Inde, et l'effervescence dans le monde arabo-musulman les laissent affaiblis. Ils n'ont plus la volonté de faire la police de la planète, qui s'est révélée inefficace et contre-productive. Là aussi, le cadre général est marqué par le retour des nations dans leur périmètre.

Pour tirer les conséquences de la crise européenne

Une crise du dogme euro-libéral

La pandémie a mis en lumière la vacuité des dogmes européens, imposés depuis des décennies. Leur conception d'ensemble était fondée sur la construction d'un « grand marché », piloté par une « concurrence libre et non faussée ». « *La politique suivra* » pensait-on dans les années cinquante, autour de Jean Monnet.

On l'attend encore. De là découlent le refus des interventions publiques, l'indépendance de la Banque centrale européenne, l'Acte Unique, le TSCG, la règle des 3%... Le seul sujet d'étonnement tient à ce que les Socialistes aient pu soutenir une telle démarche. Car nous en connaissons bien à présent les conséquences :

-conséquences économiques : la monnaie unique ne laisse plus aux Etats-membres que la déflation interne pour régler leurs problèmes de compétitivité : baisse des salaires réels, baisse de la dépense publique. Le refus de tout volontarisme empêche la politique industrielle, la politique énergétique qui seraient nécessaires. Pour lutter contre les effets de la pandémie, il a fallu briser les idoles qu'on adorait à Bruxelles depuis le traité de Maastricht.

-conséquences sociales : les pays d'Europe du Sud sont pénalisés par une monnaie trop forte et les populations le paient par un chômage élevé et incompressible. Les gilets jaunes sortent aux carrefours. Les services publics sont étouffés par le manque de moyens, car la globalisation empêche de faire payer un impôt normal aux Gafam comme aux grandes entreprises.

Il y a quinze ans, 61% des Français voyaient l'Europe comme un espoir. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 28%. Et ce n'est pas l'europhisme d'Emmanuel Macron qui a fait son succès, mais la volonté de dédagisme des anciennes élites impuissantes. Le libre-échange est

aujourd'hui rejeté. Le commerce mondial, après vingt ans de croissance se rétracte sévèrement. L'Organisation mondiale du commerce est dans un coma profond. L'Europe reste quant à elle figée dans ses conceptions datées. Elle fixe des règles bienvenues en matière de santé, d'environnement, mais laisse entrer au nom du libre-échange des produits qui en sont dispensés et ne parvient pas à fonder une fiscalité minimale sérieuse.

Une crise des nations

Qui décide de notre avenir ? Le commerce extérieur, les accords de libre-échange, sont négociés à Bruxelles. 80 % de notre législation économique et sociale est issue de la Commission. Il suffit de lire les GOPE (Grandes orientations de politique économique) arrêtées par la Commission, pour connaître le programme du gouvernement que le Parlement ne manquera pas d'avaliser. Les Etats sont ainsi rendus impuissants.

Le parlement européen ne choisit ni le président de la Commission, ni celui du Conseil, ou de la BCE, ce qui dément précisément les illusions fédéralistes. Que reste-t-il de réelle souveraineté au peuple français quand lui échappent la monnaie, la politique économique, la politique budgétaire, la politique commerciale ? Et quand ces compétences sont exercées par des autorités non élues ? Que reste-t-il de la démocratie représentative ? Cette crise politique, dans une Europe façonnée par l'histoire de ses peuples, est lourde de périls. Crise de la citoyenneté également : l'administration républicaine de notre pays reposait sur trois niveaux : commune, département, nation. A ce triptyque, on veut en substituer un autre : intercommunalité, région, Europe. Sauf qu'à ces trois derniers niveaux, la conscience d'appartenance et le contrôle des citoyens s'étiolent. Des intercommunalités trop grandes, des cantons trop vastes déliés de toute réalité, des régions démesurées sous prétexte de suivre un « modèle européen » : c'est une mise en cause du modèle républicain.

La mise en accusation de tout ce qui unit les citoyens : la nation, l'Etat, les services publics, de même que le procès instruit par l'idéologie européiste à l'encontre de ces fondements de la République, aboutissent à un émiettement de la société et à l'

Des choix républicains en tous domaines

Dans ce monde qui change de logiciel, comment faire cheminer notre volonté de changement démocratique, de justice sociale ? La gauche en Europe, qui avait épousé la cause du libre-échange, accepté les dérégulations, la liberté intégrale des capitaux, s'est effondrée avec elle. La crise de 2008 – 2009 en sonnant le glas de la « mondialisation heureuse » a scellé le sort des formations politiques qui l'avait portée. En France, en voulant de ce fait rejeter la droite comme les Socialistes, les électeurs ont porté au pouvoir une majorité qui n'est pas en mesure de sortir de l'ornière. Elle réunit les deux rives du marais, le centre droit et le centre gauche, elle croit au marché, au libéralisme, à l'Europe dans sa version actuelle, au moment même où le cycle s'inverse. Telles sont les conditions du combat politique actuel. Comment l'exigence républicaine peut-elle ouvrir un chemin ?

A - LE PRIMAT DU BIEN COMMUN

Nos concitoyens éprouvent l'amer sentiment d'être dépossédés de leur avenir. Les marchés, les grandes firmes mondialisées, des institutions non élues décident à leur place. Ceux qu'ils élisent au Parlement sont démunis de pouvoirs réels : notre budget doit, selon le TSCG, être approuvé par la Commission de Bruxelles, les lois doivent être conformes aux traités et aux directives. Quant à la monnaie et à la politique monétaire, elles reviennent aux choix de la BCE.

Le changement climatique, le saccage de l'environnement, les menaces sur la biodiversité, la dégradation des sols, sont présentés comme des fatalités, quand on n'en rend pas coupable le citoyen, en laissant en repos le capitalisme prédateur. Il n'y a ni changement social, ni changement politique sans remise en cause de cette situation, sans reprise en mains de notre destin.

1 – Face à la globalisation financière, tirons parti du changement de logiciel en cours dans le monde. Dans la guerre commerciale que se livrent les USA et la Chine, ne soyons pas broyés dans les pinces du G2. Nos peuples ont besoin d'être protégés. Nous ne prôtons pas la fermeture mais la régulation. La libre-circulation des capitaux ne peut aller sans régulation fiscale ; la préférence communautaire doit être réhabilitée ; des droits de douane doivent protéger l'Europe du dumping mondial. Il faut en finir avec les accords de libre-échange et revenir au multilatéralisme pour réguler le commerce. Pour exister dans un

univers impitoyable, l'Europe doit se définir comme un ensemble qui protège ses citoyens, son environnement, ses garanties sociales.

2 – Face à la dérive des institutions européennes, il nous faut un nouveau traité. Comme à la fin des années 50 la Conférence de Messine réunissant les Etats mit sur pieds la CEE, une nouvelle conférence interétatique peut définir l'Europe de demain, dans le contexte du XXIème siècle, préciser ce qui doit être mis en commun et ce qui doit demeurer sous souveraineté nationale. Une autre répartition des compétences doit s'imposer. Ce qui ne fonctionne pas, comme les accords de Schengen, le mode de négociation des accords commerciaux, la politique de la concurrence, doit être changé. En matière monétaire, l'euro –aujourd'hui monnaie unique- doit devenir monnaie commune, ce qui comporte la possibilité, en cas de crise, de modifier les taux de change. Les politiques communes doivent être remises sur les rails. Elles devront porter sur les enjeux de notre temps : l'énergie, la recherche, l'innovation et pourront être à géométrie variable, les Etats choisissant ou non d'y prendre part.

3 – Face au libéralisme dissolvant, nous entendons promouvoir le bien public, l'Etat, le service public, les activités non marchandes. Comme Républicains, affirmons avec force notre attachement à notre nation, les solidarités qui nous lient. La citoyenneté, ensemble indissociable de droits et de devoirs, ignorant les origines ou les religions, fait de chacun de nous un acteur de la communauté nationale. Nous avons besoin d'un Etat efficace, capable de défendre l'intérêt public contre la multitude des intérêts privés, des lobbies, la puissance des Gafam. Nous avons besoin d'un Etat en mesure de protéger ses citoyens de la tourmente des marchés mondiaux qui fait disparaître nos usines, nos commerces, nos exploitations agricoles, nos emplois. Le service public a besoin d'être défendu contre les assauts de la logique marchande.

Ce ne sont pas seulement les aéroports qui doivent rester publics, mais les chemins de fer, l'énergie, la santé ; d'autres doivent revenir au service public comme la gestion et la distribution de l'eau. Cessons de vilipender les fonctionnaires qui, compte tenu de l'étendue de notre territoire, sont en réalité moins nombreux que dans la plupart des pays d'Europe.

B – LA PREPARATION DE L'AVENIR

Si nous ne voulons pas subir les conséquences des déséquilibres du monde, nous devons anticiper et préparer sereinement l'avenir

1 – Cela passe d'abord par l'Ecole. L'Ecole est une institution de la République ; ce n'est pas un simple service public. C'est en son sein que se forge la communauté des citoyens. Depuis trois décennies, les idées néo-libérales avaient fortement imprégné l'institution : consumérisme scolaire, individualisme exacerbé, maîtres déconsidérés, en sont autant de symptômes. A l'heure où s'exaltent les identités, où les communautarismes ethniques, religieux s'affirment aujourd'hui avant de s'affronter demain, l'Ecole doit avoir les moyens de faire aimer ce que nous avons en commun. La laïcité invite à former des esprits libres, dégagés des contraintes sociales et de l'obscurantisme. L'éducation à la liberté passe par l'acquisition des savoirs. Mais la transmission des connaissances ne perd jamais de vue l'essentiel : les défis de l'avenir seront relevés par des esprits bien formés et l'éducation civique est indispensable aux peuples libres. Relever l'Ecole républicaine c'est compter sur des enseignants plus nombreux, mieux considérés et mieux rémunérés, bien formés et conscients de leur mission. C'est affermir l'autorité des maîtres, donner la priorité au primaire, développer les moyens de soutien et de rattrapage pour les élèves en difficulté. Apprendre à maîtriser les nouvelles technologies, c'est l'éducation contemporaine à la liberté : maîtriser sa recherche sur internet et ne pas se laisser guider par l'outil, apprendre à comprendre.

2 – Un effort immense pour la recherche. Changement climatique, environnement, pollution, nouvelles technologies : dans tous ces domaines l'effort de recherche doit être une priorité. L'Europe et la France en beaucoup de domaines se sont laissé dépasser par les Etats-Unis et la Chine. L'avance dont nous disposons dans les télécommunications ou le nucléaire est perdue. Celle que nous détenons encore dans l'aéronautique, le médical, est menacée. La recherche privée doit certes être encouragée. Mais une recherche publique, déliée des intérêts financiers, est indispensable : recherche sur les énergies de demain avec le projet Iter, sur les véhicules et les navires de l'avenir, avec la pile à combustible, sur les nanotechnologies, la santé, sur l'aéronautique du futur et sur l'espace. En tous domaines, les citoyens ont besoin d'une expertise indépendante, et donc publique, face aux groupes de pression.

3 – Le redressement industriel est encore possible. Des années de libéralisme, de libre-échange sans limite sérieuse, de monnaie forte, ont durablement affaibli nos capacités. Les exemples d'Alcatel Arcelor, Pechiney, Alstom, Lafarge, passés sous contrôle étranger, montrent à la fois la valeur du savoir-faire industriel français et le laxisme désastreux qui a conduit à, sa mise à l'encan. Dans le vaste mouvement qui conduit dans le monde entier à rapatrier les outils de production sur le territoire national, la France ne doit pas être en retard d'une guerre, arc-boutée sur des conceptions libérales dépassées. Tous les instruments des politiques publiques doivent être mis au service de l'indispensable patriotisme économique, y compris la montée de l'Etat au capital des entreprises semi-publiques, pour empêcher leur démantèlement, et les nationalisations provisoires pour défendre nos intérêts stratégiques. Dans le même temps, la recherche et l'investissement doivent être favorisés pour relever les défis d'une économie qui restera concurrentielle.

4 – Énergie - Climat Le changement climatique devient une réalité aux yeux de tous. Les avis peuvent diverger sur l'importance du rôle des activités humaines dans l'origine du phénomène. Mais tous conviennent de l'excès massif de CO₂ émis aujourd'hui. L'urgence est à décarboner notre mode de production, à remplacer partout où c'est possible le pétrole, le gaz et le charbon par des sources d'énergie non émettrices de dioxyde de carbone. Si la France compte parmi les pays développés les moins émetteurs de CO₂, c'est parce que 75 % de son électricité est d'origine nucléaire. Il faut bien-sûr développer les énergies renouvelables (hydrolique, biomasse géothermie, hydrogène, solaire, éolien) avec discernement, tout en sachant qu'il faudra bien les coupler avec des centrales classiques émettant beaucoup de CO₂ car ni le vent ni le soleil ne sont permanents sous nos climats. Il faudra surtout veiller au maintien des savoir-faire technologiques de notre filière nucléaire et ne pas céder aux lobbies de l'ignorance (si la France émet 320 millions de tonnes de CO₂, contre 760 pour l'Allemagne et 5 120 pour les USA, le nucléaire n'y est pas étranger !) L'électricité a un immense avenir. Dans le futur, la fusion, à laquelle travaille le projet Iter pourrait apporter une énergie plus abondante, sans déchet et sans CO₂. La pile à combustible pourrait devenir la source d'énergie majeure dans les transports (train, auto, camion, bateau). Et le libre-échange est l'ennemi de l'environnement. La taxe carbone à l'entrée du marché européen est la condition d'une économie dé-carbonée en Europe. Pour le MDC, les prix des tarifs régulés d'électricité doivent être établis par le parlement et non par la commission de régulation de l'Energie.

5 – La science contre la peur. Nos concitoyens s’alarment à juste titre des ravages exercés par le mode de production actuel sur notre environnement, sur l’atmosphère, sur les océans et les cours d’eau, sur la biodiversité. Mais la peur est mauvaise conseillère. Dans l’histoire de l’humanité, ce sont les ressources de la connaissance et de la science qui ont toujours relevé les défis. L’écologie punitive, celle où les contraintes sont lourdes pour les couches populaires et légères pour les nantis, est inacceptable.

L’écologie ne doit pas être utilisée comme une sorte de nouveau millénarisme assignant la catastrophe comme horizon de l’humanité, en remplaçant l’idée de progrès issue des Lumières. Elle doit en revanche permettre, spécialement aux jeunes générations, d’appréhender concrètement les conséquences désastreuses du libéralisme sans borne et la nécessité de protection par les pouvoirs publics contre les prédateurs financiers. C’est la science qui relèvera les défis du climat et de l’environnement. Trouver les remplaçants des herbicides et des pesticides actuels, savoir capter le CO₂ à la source et dans l’atmosphère, réduire la radioactivité des déchets nucléaires » *d’un million d’années à 30 minutes* » selon le programme de notre prix Nobel de physique 2018 Gérard Mourou, mener à bien le projet Iter, produire les moteurs à hydrogène des véhicules de l’avenir... tout cela sera réalisé par la science. Ce qui n’exclut pas évidemment la promotion des comportements civiques : recyclage, économies d’énergie, économie circulaire... et l’engagement de politiques publiques ambitieuses pour isoler les logements, développer les transports publics, soutenir l’agriculture raisonnée.

Agir

Depuis des décennies, ce sont les couches populaires qui ont subi d’abord les conséquences du néo-libéralisme et de la dérive européiste. Il est vain d’espérer retrouver leur confiance par une alliance imaginaire des minorités –ethniques, de genre....- avec les privilégiés urbains, comme le croyait le rapport Terra Nova. On n’escamotera pas non plus la priorité sociale par des réformes sociétales. La question sociale ne disparaîtra pas derrière la question de l’écologie, ou de l’immigration, comme certains le souhaiteraient sans doute. C’est d’abord la reconquête du monde du travail qui sera la clé du changement. Comment la mener ?

A – REDRESSEMENT INDUSTRIEL ET PROTECTION DU MONDE DU TRAVAIL

Vu le degré d'affaissement atteint par notre industrie, la relève sera l'affaire d'une génération. Il faudra vingt ans pour corriger les errements de « la société post-industrielle », de « la société sans usine » qui nous ont menés au désastre et qui rejoignent ainsi au cimetière des idées fausses « la mondialisation heureuse ». Protéger le monde du travail et l'emploi, c'est relever l'industrie et tout le tissu d'activités qui l'accompagne. Nous importons aujourd'hui un tiers de ce que nous consommons : parce que nos capacités industrielles se sont effondrées ; parce que notre compétitivité est trop faible. Nous avons besoin d'une politique industrielle, et donc d'en finir avec la seule politique de la concurrence définie par les traités européens, qui nous empêche de constituer des champions, aussi bien européens que français. L'Etat stratège doit être réinventé pour coordonner les acteurs, publics et privés, dans les branches et les secteurs décisifs pour l'avenir. De grands programmes doivent être lancés : ordinateurs quantiques, nanotechnologies, nouvelles énergies.

La montée en gamme de nos productions doit être soutenue. Le *made in France* doit être massivement encouragé. Tous les moyens existants pour contrer les prédateurs financiers doivent être utilisés (moyens législatifs, réglementaires, mise en œuvre des dispositifs existants, nationalisations provisoires...) la fiscalité doit favoriser l'investissement. L'Etat est légitime à intervenir pour assurer l'indispensable redressement productif de la France.

B – LA MUTATION NUMERIQUE AU SERVICE DE L'EMPLOI

Pour certains, le digital va supprimer l'emploi ; il ne resterait plus alors qu'à mettre en œuvre un revenu minimum pour les populations condamnées au non-emploi. Mais le numérique ne supprimera pas le travail ; il en changera le contenu. Selon l'OCDE et le COE, 9% des emplois seraient menacés par l'automatisation. C'est significatif, mais il faut inscrire en face le nombre d'emplois créés par ces nouvelles technologies. Notre pays n'a donc pas besoin d'un nouveau catastrophisme mais d'une stratégie nationale de formation aux métiers nouveaux nés de la mutation numérique.

De même on voudrait nous proposer « l'ubérisation » comme horizon inévitable du travail. Mais rappelons quelques réalités : selon l'INSEE, 88,5% de nos emplois sont des emplois salariés ; 86% des salariés sont en CDI. C'est une idéologie libérale hostile au monde du travail qui tente de nous prédire son déclin prochain. Contre la précarisation, nous avons au contraire à renforcer la sécurisation des salariés, pour réussir les mutations en cours.

C – SOLIDARITE ET PROTECTION SOCIALE

Les mutations technologiques, la lente disparition d'activités anciennes au profit de nouveaux métiers, les changements nombreux qu'appellera la vie professionnelle de nos compatriotes exigent la sécurité de la formation. Les régimes de protection sociale sont précieux pour accomplir ces mutations : garanties contre le chômage, la maladie, l'invalidité... Au lieu de les mettre en cause, il s'agit de les affermir. Au lieu de livrer les salariés à la merci des marchés mondiaux, il s'agit, au moment où ils sont fragilisés, de les préserver par les mécanismes de la protection sociale égale pour tous, et non par ceux de l'assurance réservée à ceux qui peuvent la payer. Le principe de la retraite par répartition, de l'assurance maladie et des allocations familiales, pour lesquelles chacun cotise et chacun perçoit, quelque soient les revenus, sont à défendre. Les mises en cause de l'assurance-chômage doivent être combattues. Les Républicains conséquents doivent répondre à la demande de protection sociale que suscite une dérégulation inquiétante du droit du travail et de la vie économique.

D – CONTROLE NECESSAIRE DE L'IMMIGRATION

Il était aisé d'intégrer les nouveaux venus quand la croissance économique créait des emplois, durant les Trente Glorieuses, lorsque le modèle français restait attractif ; Aujourd'hui, cumuler un taux de chômage massif et une immigration nombreuse est une gageure. C'est la cause principale des tensions actuelles, même si les facteurs culturels ne doivent pas être négligés. Quand nos élites ne croient plus en la France, n'osent plus prononcer le mot de nation, comment réussir l'intégration ? Comment inviter à épouser le destin d'un pays que les élites ne cessent de décrier ou mépriser ? L'immigration mal contrôlée, le fiasco des accords de Schengen, les mises en cause de la laïcité dans l'espace public, le non-respect des us et coutumes dans l'espace commun, produisent des ravages, spécialement dans les milieux populaires. Les leçons de morale descendues des élites et des médias sont de nul effet. Une gauche sérieuse doit se ressaisir et répondre à ces questions, faute de jeter les couches populaires dans les bras de l'extrême-droite. Immigration acceptée, mais dans une mesure compatible avec nos capacités d'accueil, droit d'asile respecté mais non détourné, laïcité défendue bec et ongles, égalité hommes-femmes garantie : ces repères sont impératifs. Etre fier de la France ce n'est pas nier ses heures sombres, c'est rappeler sa force d'intégration, sa culture d'apports, sa capacité millénaire à absorber de nouveaux venus dès lors qu'un projet ambitieux et l'amour du pays éclairent l'horizon.

E – REVEIL DE LA CITOYENNETE

Quand le marché supplante la République, le citoyen s'efface devant le consommateur. Réduit à sa dimension économique, l'individu est ainsi délié de ses solidarités naturelles et livré à la société marchande. L'individualisme triomphe. Le civisme et la morale de responsabilité doivent prendre l'ascendant. C'est la meilleure façon de combattre le racisme et les discriminations. C'est aussi la meilleure façon de combattre la pandémie. Cessant ainsi d'enfermer chacun dans sa « communauté », le regard républicain ne connaît que des citoyens quelques soient leurs origines, leur religion, leur genre, leur parcours. Barrons la route au discours « indigéniste » qui fait de la race le seul critère social, distille la haine et fait courir le risque de guerre civile. Rappelons-le, la laïcité n'est ennemie d'aucune religion. Elle protège tous les cultes mais empêche qu'aucun n'impose sa loi. L'exigence de la citoyenneté va bien au-delà de la formule tiède du « vivre-ensemble » : elle fait de chacun non seulement un membre bienveillant de la société, mais un acteur et un souverain. Relever le citoyen, c'est en effet relever sa souveraineté. Les institutions de la République doivent donc être corrigées pour nous abriter des empiètements abusifs d'autorités européennes non élues, et pour garantir l'autorité souveraine de la loi. En cas de contradiction entre le droit français et le droit européen, le Parlement réuni à Versailles doit seul trancher. Une part de proportionnelle doit rendre l'Assemblée nationale plus fidèle à la réalité politique de notre pays. De même, le Gouvernement des juges ne peut constituer l'horizon et l'avenir de nos institutions. La démocratie doit garantir le respect de la volonté populaire.

Il faudra reprendre l'organisation du territoire en mettant fin par exemple aux dimensions géographiques insensées de certaines régions, en rapprochant les institutions territoriales de leurs habitants (suppression du seuil de 15 000 habitants en zone rurale, pour les communautés de communes)

F - EGALITÉ HOMMES-FEMMES

Le combat pour l'égalité femmes hommes reste plus que jamais d'actualité. A l'heure où certains le transforment en une lutte entre les hommes et les femmes, nous réaffirmons notre vision républicaine et universaliste de l'émancipation sociale, économique, sécuritaire et culturelle des femmes et des hommes. Il ne peut y avoir de liberté de l'homme qui s'appuierait sur l'oppression des femmes. Alors que nous voyons de nombreux signes de régression, en particulier concernant le contrôle du corps des femmes, y compris dans

l'espace public, notre devoir est de nous inscrire dans l'héritage du féminisme républicain et universaliste.

G - UNE VOIX DISTINCTE DANS LE MONDE

La France doit recouvrer l'indépendance de sa politique étrangère. Son rôle ne peut être enfermé dans les seules dimensions européenne et atlantiste. Fidèle à ses alliances, elle doit renouer avec sa vocation de médiatrice en direction de son grand voisinage.

-**La grande Europe** ne doit pas être sacrifiée au tropisme américain de la petite Union européenne, celle de Bruxelles qui garde les yeux rivés sur Washington. De bonnes relations doivent être établies avec la Russie qui n'est plus l'adversaire que fut hier l'URSS. La Russie est en Europe. Ne laissons pas la stratégie américaine poser un coin entre l'Est et l'Ouest de notre continent. La mise en œuvre effective en Ukraine des accords de Minsk doit être une priorité pour des relations de confiance, de l'Atlantique à la Sibérie

-**Dans sa dimension atlantique**, nous devons écarter la vassalisation que nous proposent les Etats-Unis. Tirons les conséquences de la restructuration du système de production mondial qui, à coup de droits de douane, de mesures protectionnistes, d'exterritorialité du droit américain, aboutit à rapatrier sur le sol national les sites de production. La naïveté n'est pas de mise : si l'Union européenne ne modifie pas sa politique commerciale, la France devra le faire. Face au Brexit choisi par le peuple britannique, nous devons écarter toute tentation punitive, maintenir les liens de toute nature qui nous unissent à la Grande-Bretagne, et négocier pragmatiquement les nouveaux accords commerciaux avec elle.

-**Vers le Sud**, la politique de la France doit faire des choix. Dans le monde arabe, soutenir les facteurs de modernisation doit être notre boussole. Quand elle l'a oublié, la France, à la remorque des Etats-Unis, s'est égarée, dans la guerre du Golfe, dans la crise syrienne en soutenant les mouvements djihadistes, dans son soutien déséquilibré à l'Arabie saoudite.

Tout au contraire, il s'agit de fonder la cohérence entre notre lutte contre l'islamisme radical à l'intérieur et les menées djihadistes à l'extérieur. Soutenir la modernisation des sociétés et des Etats arabo-musulmans passe par une coopération accrue avec le Maghreb, dans le cadre 5 + 5 de la coopération multilatérale entre les 2 rives de la Méditerranée : les 5 états de la rive sud (Algérie, Lybie, Mauritanie, Maroc et Tunisie) et les 5 états de la Rive Nord (France Italie Malte Portugal, Espagne) devons tout faire pour sauver l'accord de non-prolifération avec l'Iran, et maintenir le dialogue.

-**L'espace francophone** doit nous mobiliser. C'est une dimension exceptionnelle unissant le Nord (France, Belgique, Suisse, Québec, Canada) à l'Afrique francophone notamment. Le

développement a besoin d'Etats organisés et efficaces ; nous pouvons être utiles à ce progrès indispensable.

En matière économique, des accords de long-terme, des prix garantis, sont nécessaires. L'investissement peut être encouragé et garanti. La coopération dans le domaine de l'éducation est décisive ; elle est possible aussi dans l'édition, le cinéma, la télévision. La dimension culturelle de la francophonie doit favoriser une politique de co-développement entre le Nord et le Sud, seule capable à long terme de permettre aux Africains aussi de « vivre, travailler et décider au pays ». Ce n'est pas l'immigration de masse qui assurera l'avenir, mais le soutien au développement.

Une politique étrangère autonome a besoin d'**une défense indépendante**. La dissuasion nucléaire en est le noyau ; elle doit en permanence être maintenue à niveau, pour une dissuasion effective, du faible au fort, fondée sur la simple suffisance des moyens. Un pays libre ne saurait durablement s'en remettre à d'autres du soin de sa défense. Le rétablissement d'un service civique et militaire universel en serait également un témoignage éclatant. Toute participation à des opérations extérieures doit être conditionnée à l'autonomie de nos décisions et au lien réel avec nos intérêts de défense. L'indépendance de notre posture pourra permettre la recherche d'un accord de sécurité collective pour la grande Europe, plus nécessaire à la paix que les proclamations d'allégeance à l'OTAN figurant dans le traité de Lisbonne. Par ailleurs, les derniers événements dans la zone Indo-Pacifique nous commandent de remettre en débat notre appartenance au commandement intégré de l'OTAN. La France a toujours « pensé le monde » alors que le centre de gravité de la politique mondiale se déplace entre les deux rives du Pacifique, la France ne doit pas se laisser enfermer dans l'organisation d'une nouvelle « guerre froide » entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, mais au contraire affirmer son originalité, sans naïveté mais sans faiblesse.

- *Voir aussi en annexe : diminution des emballages plastiques pour le transport d'eau minérale, distorsion entre l'offre et la demande de main d'œuvre*

Remettre l'Etat au service de la nation

Pour avoir abandonné le peuple, la sanction s'est abattue à gauche ; pour avoir abandonné la nation, elle a frappé la droite. De ce double discrédit ont émergé deux forces : le RN et LREM. Le premier assurant le succès de l'autre, selon la formule dénoncée par Régis Debray : « *si vous ne voulez pas voter fasciste, votez banquier !* » Comment sortir de cette impasse ? Est-il possible de ne pas rééditer le duel Macron – Le Pen à l'occasion de la prochaine élection présidentielle ? Il n'est pas sûr que l'appel à ressusciter la gauche

parvienne à briser l'indifférence ou l'hostilité des citoyens qui lui reprochent d'avoir épousé le néo-libéralisme et l'europhéisme sans frein.

Retrouver la confiance des couches populaires suppose un projet rendant au pays sa souveraineté, afin de mener les politiques qu'elles attendent : protection, régulation, justice sociale, pouvoir d'achat. Sans souveraineté recouvrée –et donc sans renégociation des traités européens- rien de cela ne serait possible. Arracher les couches populaires à l'extrême droite est un impératif républicain.

Nous n'y parviendrons qu'en répondant aux préoccupations populaires : abandon de la France périphérique, déserts ruraux, immigration incontrôlée, effacement du patriotisme, services publics sans moyens...

Un projet volontariste est capable de réunir une majorité de Français, à commencer par le monde du travail. Il suppose bien-sûr de prendre congé des errements gauchistes, de la complaisance à l'égard des thèses « indigénistes », des petits abandons consentis à la laïcité.

« Laïques, aujourd'hui, nous portons la responsabilité de promouvoir par une mise en œuvre des moyens d'une politique, d'une culture, d'une éthique laïque, les actions les mieux susceptibles d'affronter avec succès et de faire reculer les périls qui déjà nous atteignent et dont l'amplification deviendrait véritablement terrible.

Nous sommes héritiers des profondes orientations démocratiques républicaines humanistes par lesquelles la laïcité s'est toujours identifiée.

Nous avons, défenseurs de la laïcité, de ses valeurs, de ses orientations, à prendre conscience de nos responsabilités aujourd'hui, et à nous situer, seuls ou avec d'autres, dans un combat politique social, humain auquel nous ne saurions nous soustraire.

Nous sentons tous qu'il y a urgence.

Le sentiment fort et croissant d'insécurité des uns, le désespoir et la révolte des autres, ouvrent la voie aux pires solutions politiques sécuritaires.

La laïcité de ce fait, contre une telle menace d'asservissement et l'Etat par les minorités, se trouve au plus haut point requise, dans les domaines au moins qui relèvent de ses valeurs les plus fondamentales.

Lorsque la laïcité est bien comprise et bien appliquée, elle est un trésor et un formidable outil de cohésion nationale. »

Le Mouvement des Citoyens trace en toute indépendance une route réaliste, tirant vraiment les conséquences des échecs du passé, en cherchant leurs origines pour sortir des ornières. Il propose de renouer « les noces du mouvement ouvrier et de la nation » qu'évoquait Jaurès, en défendant une idée de patrie radicalement progressiste et démocratique.

Inutile de ressasser de vieux mantras et d'appeler à l'union des forces qui divergent de plus en plus. Il n'y a ni préalable ni condition au dialogue approfondi avec les courants républicains. Mais nous savons qu'il y a des ruptures inévitables à assumer : avec les traités européens actuels, avec les tropismes libéraux et atlantistes, avec les idéologies indigénistes ou rétrogrades. C'est la condition pour fonder une perspective commune sérieuse et retrouver la confiance des couches populaires.

L'élection présidentielle de 2022 n'échappera pas à cette exigence. Nous voulons prendre toute notre part au grand débat public dont l'issue déterminera la politique suivie par notre pays. L'essentiel est de porter au sommet de l'Etat les valeurs républicaines qui nous animent. C'est à leur aune que nous apprécierons les enjeux. Nos propositions devront être proposées aux citoyens, et si nous le pouvons par une candidature capable de porter nos choix. Car les idées que nous portons ont été validées par la grande crise sanitaire et ses conséquences. Les dogmes des libéraux ont été balayés par l'irruption du réel.

La candidature que nous soutiendrons à l'occasion de l'élection présidentielle devra mettre au premier rang des priorités la ré-industrialisation de notre pays qui devra se répartir dans tout le territoire et notamment les zones rurales et anciennement industrielles. Cette reprise en main de notre économie ne pourra se faire qu'au sein d'une République unie, stratège et indépendante : nous ne pouvons accepter la tentation de la compétition et de la différenciation entre les territoires qui sont prônées aussi bien par l'Union Européenne que par les libéraux français ; nous devons remettre l'expertise scientifique et technique des ingénieurs au cœur de l'appareil de l'Etat et en finir avec cette bureaucratisation de tous les échelons, portée par une nouvelle aristocratie d'Etat qui confisque les leviers du pouvoir en appauvrissant nos capacités d'action. Enfin, nous devons, comme lors de la crise Covid prendre notre indépendance des dogmes et des règles européennes qui sont incapables de protéger le peuple contre les pandémies, mais aussi contre toutes les autres crises : pauvreté et réchauffement climatique en tête.

Les élections législatives

Les élections législatives revêtent une importance déterminante. Parce que pendant 5 ou 6 ans les députés et sénateurs défendent au parlement les valeurs et propositions de notre parti, parce qu'ils sont une tribune constante pour les idées du MDC, au plus proche des territoires d'une part, du gouvernement de la nation d'autre part et parce qu'ils sont le relais de notre formation pour l'écriture de la Loi.

Le MDC souhaite que ces élections législatives soient l'occasion d'une nouvelle concrétisation de l'ambition républicaine de Jean-Pierre Chevènement.

Le Mouvement des Citoyens s'inscrit dans une histoire riche de décisions courageuses. Le temps leur a donné raison. Jean-Pierre Chevènement a montré l'exemple en sachant aussi bien rompre quand c'était nécessaire et s'allier quand c'était utile à notre projet. Nous entendons être fidèle à cette attitude, lors de l'élection présidentielle de 2022, guidés par la volonté de relever l'Etat pour servir la nation.

ANNEXE :

Les consommateurs, abstentionnistes ou non, attendent la traduction immédiate dans les faits d'actions qui vont engendrer des économies afin de leur faire gagner directement de l'argent.

Il existe des exemples dans les secteurs productifs, économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Je vous propose deux bonnes raisons :

1) La diminution de l'utilisation des emballages plastique pour le transport de l'eau minérale.

Pourquoi : pour réduire la masse des déchets plastiques pour purifier l'eau comme dans les vols spatiaux, la rendre comparable à d'autres eaux potables, ne plus avoir à fabriquer d'emballages plastique.

Comment : en mettant à disposition de tous, comme pour d'autres produits, un crédit d'impôt pour l'installation « d'osmoseurs » en purifiant par « osmose inverse » l'eau du robinet.

Financement : en arrêtant les appels téléphoniques aux particuliers pour tout ce qui relève déjà des aides de l'état dans le domaine des économies d'énergies et autres secteurs, en transférant aux collectivités locales la compétence de l'inscription pour en bénéficier y compris pour les osmoseurs.

Conséquences économiques, environnementales et sociales : suppression plusieurs fois du transport, du stockage de bouteilles et plus de recyclage dès l'amortissement du matériel, économies sur l'achat des bouteilles d'eau. Privilégier les fabricants et les installateurs d'osmoseurs français, utiliser la matière première ainsi économisée pour d'autres fabrications. Nous avons failli être en rupture de stock d'accessoires plastique pour les vaccinations. Cela fait plus de 20 ans que dans mon foyer nous n'utilisons plus que de l'eau osmosée pour la boisson. Imaginez les conséquences si des millions de ménages étaient équipés pour en faire de même en France, voire dans d'autres pays ?

Afin de décider les pouvoirs publics à prendre la décision rapidement, nous pourrions faire circuler sur le net un soutien de cette idée et leur transmettre par la voie de nos élus.

Je ne suis ni un inventeur ni un devin mais vous aussi ou dans votre entourage, je suis certain que vous avez des idées « concrètes dans tous les domaines.

Même si elles vous paraissent minimes et peu rentables immédiatement, elles peuvent avoir un impact non négligeable pour la collectivité

2) « Entre l'offre et la demande » :

On peut constater qu'il y a un besoin de main d'œuvre dans beaucoup de secteurs.

Cependant, il n'est pas toujours facile d'y faire correspondre des demandeurs d'emploi.

Je propose que si nous avons connaissance d'une offre de recherche une personne qui pourrait y satisfaire et de l'aider à faire la démarche l'entreprise.

Soyons tous des prescripteurs de nos idées et de nos démarches en en parlant autour de nous, en particulier aux abstentionnistes et aux personnes sans emploi.